

Georges Henry Chakkour

Le Rêve Brisé de Fayçal

Premier roi d'Irak

Éditions JEUNE LÉVRIER

© Georges Henry Chakkour - 2009

À Fayçal el-Hâchimi

Héros Immortel
des Arabes et de l' Islam

Toi qui as dit :

« Juifs et Arabes, nous sommes les Enfants d'un même père, Abraham ! Je réitère ce que je vous ai dit dans plusieurs de mes déclarations, que les Arabes étaient arabes avant Moïse, Jésus et Mahomet ! Que les Religions nous obligent sur Terre à suivre les principes du droit et de la fraternité, et que celui qui vise à introduire le désaccord et à cultiver la dissidence entre le Musulman, le Chrétien et le Juif, n'est pas Arabe. »

Préface

DANS SON dernier ouvrage historique intitulé *Le Rêve brisé de Fayçal el-Hâchimi* (le meneur de la Révolte arabe contre l'Empire ottoman, devenu par la suite le premier roi d'Irak sous le nom de « Fayçal I^{er} »), Georges Chakkour nous expose les raisons politiques, sociales, religieuses et historiques qui ont mené à la division arbitraire de la région du Proche et du Moyen-Orient par les Grandes Puissances occidentales qu'étaient à l'époque la France et la Grande-Bretagne, et à la création, à l'aube du vingtième siècle, d'un nouvel État : la République libanaise.

Dans son livre, Georges Chakkour défend la thèse suivante : la création, en 1926, de l'État du Liban aurait été « une absurdité historique » si elle n'engendrait la réalisation des Saintes Écritures annonçant la venue d'un prophète au Royaume du Liban :

« La gloire du Liban lui sera donnée, la magnificence du Carmel et de Saron...¹ »

Il nous invite à bien méditer cette prophétie :

« Encore un peu de temps, et le Liban se changera en verger, et le verger sera considéré comme une forêt. En ce jour-là, les sourds entendront les paroles du livre ; et, délivrés de l'obscurité et des ténèbres, les yeux des aveugles verront. Les malheureux se réjouiront de plus en plus en l'Éternel, et les pauvres feront du Saint d'Israël le sujet de leur allégresse. Car le violent ne sera plus, le moqueur aura fini, et tous ceux qui veillaient pour l'iniquité seront exterminés ; ceux qui condamnaient les autres en justice, tendaient des pièges à celui qui défendait sa cause à la porte, et violaient par la fraude les droits de l'innocent.² »

Lequel prophète a pour nom Dahesh !

Peu importe que nous partagions ou non les croyances de Georges Chakkour en ce qui concerne l'importance messianique du Docteur Dahesh. Son livre, *Le Rêve brisé de Fayçal*, s'avère un outil indispensable pour comprendre la dynamique actuelle et les enjeux politiques du Proche et du Moyen-Orient.

Philologue et juriste de formation occidentale, je savais peu de choses de la culture et de l'histoire des pays et des peuples du Proche et Moyen-Orient. Le nouveau

1. La Sainte Bible, Ancien et Nouveau Testament traduits sur les textes originaux hébreux et grecs par Louis Segond : Isaïe : 35, 2.

2. La Sainte Bible, Idem : Isaïe : 29, 17-21.

livre de Georges Chakkour m'a permis de comprendre la richesse et la diversité, de même que le contraste et l'harmonie des peuples de cette région, dont l'histoire plonge ses racines dans celle des Phéniciens, des Perses, des Mésopotamiens et des Égyptiens des grandes dynasties.

Livre d'une grande actualité, *Le Rêve brisé de Fayçal el-Hâchimi, Ier Roi d'Irak*, est un outil absolument indispensable à qui veut décoder les événements du Proche et du Moyen-Orient, dont les médias nous rapportent quotidiennement les horreurs et les atrocités ! Il est aussi un message d'espoir essentiel face aux absurdités et aux excès engendrés par 90 ans de guerres incessantes dans cette région ; car, de tous temps, il y eut des humanistes, comme le roi d'Irak Fayçal el-Hâchimi, pour prôner le respect de toutes les cultures et de toutes les croyances. C'est le sectarisme et l'intégrisme qui sont la source de toutes les guerres, de toutes les intolérances, car au fond, les trois grandes religions monothéistes prônent toutes la même doctrine : l'amour du prochain, le respect de soi, la compassion et la tolérance.

Puisse le livre de Georges Chakkour susciter en chacun de nous la réflexion et nous amener collectivement à plus de tolérance et plus d'amour.

Carmen Marois
(Montréal, janvier 2009)

« Politiquement, c'était une faute grave de détacher le Liban de la Syrie (car personne n'aurait pu apaiser la région comme l'aurait fait le roi Fayçal sous le mandat) et, socialement, un crime impardonnable à l'encontre des peuples arabes. Et pourtant, il le fallait afin que s'accomplissent les Écritures... »

Première Partie

Introduction

EN TRAVAILLANT la partie historique de mon deuxième volume de la Série Dahesh (*La Porteuse de pierres*), j'ai fait plus d'une curieuse découverte touchant le sujet que j'étudiais.

La première est que **le Mont-Liban**¹ (cet antique massif syrien qu'on confond avec le Liban d'aujourd'hui), est **si peu mentionné dans l'histoire des civilisations** – et encore moins, dans l'histoire antique ou moderne, le Liban proprement dit. Le nom de ce pays ne fit son apparition qu'au début du vingtième siècle, à partir des années vingt.

La seconde est qu'en revanche, **le nom de Liban est partout présent dans la Bible**, du Deutéronome au Livre

1. Mont-Liban : Le Massif central de Syrie nommé par les indigènes au temps des Ottomans « Sandjak du Liban », par les géographes de langue anglaise « Mount Lebanon », et par les Arabes syriens « Djabal Loubnâne ».

des Rois, des Chroniques aux Psaumes ; de même qu'il est cité avec une sorte de ferveur idéale par presque tous les grands prophètes hébreux, notamment **ceux qui ont annoncé la venue du Messie à l'ombre de ce massif méditerranéen**, alors qu'il ne porta son nom et ne devint le pays que nous connaissons qu'en 1920, à l'issue de la Première Guerre mondiale.

La troisième découverte, d'une importance capitale à mon avis, est que ce lieu-dit Liban se trouve au cœur de la « Terre promise » rêvée par Moïse, le plus grand législateur des tribus du désert. Au cœur de la Terre promise pour ne pas dire le cœur même de la Terre promise...

Entre temps j'avais pris une montagne de notes sur **la chute et le démantèlement de l'Empire ottoman**, et, à leur lumière, j'avais rédigé ce petit recueil de mémoire, sorte d'essai préparatoire au travail plus vaste que j'envisageais. Ce n'est qu'une ébauche, encore un brouillon... Le voici en tout cas, présenté à mes lecteurs avec le moins de commentaires possible, donnant à chaque groupe ethnique ou politique la parole, laissant parler l'Histoire par les documents mêmes de l'Histoire. J'ai surtout tenté d'expliquer comment le Mont-Liban devint le « Petit Liban » sous le régime du moutassarifat, puis forma le « Grand-Liban » des années vingt. Et j'ai enfin parlé de son peuple, de ses communautés religieuses et de ses dirigeants politiques avant, durant et après la Conférence de la Paix de Paris/Versailles qui a changé la carte géopolitique des pays du Proche-Orient et de la Mésopotamie. Enfin je me suis étendu sur **les trois célèbres accords qui ont conduit au démantèlement arbitraire de l'Empire ottoman**, et au partage de ses provinces arabes et perses en petits « États autonomes et

indépendants, organisés selon la volonté de la majorité ». **Un leurre monumental supervisé par la Société des Nations !** Un leurre qui a permis aux grandes puissances occidentales de déguiser, voire de légitimer, au nom du prétendu « droit international des peuples à disposer d'eux-mêmes » (principe d'autodétermination des peuples lancé par le président américain Wilson dans ses célèbres Quatorze Points qui ont présidé aux négociations du Pacte de Paris et donné en quelque sorte naissance à la Société des Nations), **des crimes de droit international sans précédent dans l'histoire de l'humanité !** Notamment contre les peuples arabes.

Quel ne fut pas mon étonnement de découvrir surtout que, contrairement à ce que l'on croit communément : **la majorité des Maronites du Mont-Liban¹ était contre l'idée désastreuse de détacher le Liban de la Syrie.**

On voit à la lumière de ce regrettable gâchis qui désole aujourd'hui cette région rattrapée par ses démons du passé, que ces vrais héros démocrates de la Nation arabe n'avaient pas tort d'avoir recherché l'alliance naturelle avec **la Syrie de Fayçal el-Hâchimi, fils du chérif de la Mecque.** Ouvert à l'Occident, ami sincère des Sionistes et des peuples minoritaires d'Orient, hautement estimé par les Chrétiens et les Musulmans, rien de ce qui se passe aujourd'hui dans le monde arabe (tout ce sang versé inutilement entre des peuples frères, ces crimes atroces commis contre des pauvres populations sans défense, d'attentats à la voiture piégée, de génocides systématisés

1. Noyau du Grand-Liban fondé par le général Gouraud le 1^{er} septembre 1920.

et de guerres civiles qui déstabilisent la paix mondiale), rien de tout cela, de Damas à Jérusalem, de Beyrouth à Bagdad et de Tel-Aviv à Gaza, n'aurait eu lieu actuellement s'ils s'étaient librement rangés derrière l'émir Fayçal, ce jeune prince arabe de la tribu des Quraychites ! Ai-je besoin de le dire ? **Tout aurait été bien différent aujourd'hui dans cette région qui menace la paix et la stabilité internationales**, et l'histoire du monde arabe entier aurait pris un autre cours s'il avait suivi ce jeune prince bédouin (devenu grâce à la politique arabe de Churchill le 1^{er} Roi d'Irak après que la France de Clemenceau l'eût sottement exilé du Royaume de Damas), et si enfin les puissances occidentales, engagées dans un ultime marchandage qui devait aboutir au partage colonial de la région, n'avaient, dis-je, fait avorter son rêve de grande Nation Arabe Unie le jour de Mayssaloun.

Ma conclusion de petit historien, ou plutôt de lecteur passionné d'histoire, tirée de mes recherches sur la naissance, l'évolution, le déclin et les « renaissances » à travers les âges de la ville sainte de Jérusalem, est que l'antique « Ourou-Salim¹ » ne prit l'importance que nous lui connaissons aujourd'hui que depuis le roi David, fondateur du Royaume d'Israël. Avant ce temps, la « cité palestinienne » était un lieu ignoré de l'histoire éthique des peuples, autant que l'est le Liban présentement. D'ailleurs, du point de vue purement social, le « Pays du Cèdre² » ne fit des remous à l'échelle internationale qu'à

1. L'antique nom de Jérusalem dérive d'Ourou-Salim : « La ville fondée par Salim » ou « La ville dédiée au dieu Salim ».

2. Autre nom qu'on donne au Liban.

partir de la moitié du dix-neuvième siècle, quand les troupes de Napoléon III pénétrèrent au Mont-Liban pour y arrêter les massacres entre Druzes et Maronites.

Quant à ma conviction de biographe passionné de la vie, des pensées et des œuvres merveilleuses du Docteur Dahesh, elle est la suivante : le jour où, à la lumière de ces événements dignes de mémoire, sera dévoilée au monde la valeur messianique du Daheshisme (pour qui il n'est point de religion véritable sans le respect de la croyance des autres), **Beyrouth**, qui en fut le berceau, **occupera le même rôle de foyer universel, tenu depuis des siècles par Jérusalem.**

« Quels que soient ton matérialisme et ton amour du dollar, quels que soient ton entraînement vers cette funeste idole et les désastres qui en résultent pour l'âme, je t'aime pour ta liberté... »

Pages du Dr Dahesh sur le colonialisme

NEW YORK, cité du dollar ! La roue de la vie s'arrêterait de tourner si l'on en excluait le dollar, ce maître obéi devant lequel tout s'incline. Il est le cœur, le nerf, et l'âme de cette ville tumultueuse aux lumières magiques, l'axe autour duquel New York (la Capitale financière du monde) évolue.

Ici, les valeurs spirituelles ne sont d'aucun poids. Point de place pour elles en cette ville où s'entassent les millions. New York ne croit qu'en la « matière » ; par elle seule, et elle seulement, New York vit et meurt. Que celui dont le destin est de souffrir, aille à New York sans avoir les poches bourrées de dollars, il découvrira alors la misère dans toute son étendue.

Mais il existe un autre aspect de New York.

J'y ai vécu quatre années et je remarquai, à mon grand étonnement, qu'il y régnait une extraordinaire liberté de pensée. Quel contraste avec les chaînes qui entravent les Indes et l'Égypte par exemple ! Le plus misérable y est ici l'égal du premier dignitaire : il s'exprime avec la même autorité, et la même indépendance. Point de seigneurs, point d'esclaves en ces contrées qu'ombrage le drapeau constellé d'étoiles, et que protège l'aigle aux puissantes ailes.

Quant aux journaux, il n'est aucun sujet dont ils ne s'emparent avidement, n'analysent et ne dissèquent à la loupe. Ils critiquent les maîtres de l'heure, relevant toutes leurs erreurs, jusqu'à leurs moindres négligences. Le plus singulier, c'est que la personnalité politique attaquée dans la presse modifie sa conduite sans protester. Elle remercie même celui qui la met ainsi en mesure de rectifier une faute à son avantage et à l'avantage du public. [...] **Je souhaitais que vînt un temps où l'Inde**, pays de 350 millions d'âmes, **l'Égypte** qui en compte 18 millions, et **tous les autres pays d'Orient, enchaînés et opprimés par le colonialisme**, et où la liberté de parole et la liberté d'écrire sont toujours interdites, **puissent dans un avenir prochain, jouir d'une égale indépendance** ; et je songeais : Amérique ! quels que soient ton matérialisme et ton amour du dollar, quels que soient ton entraînement vers cette funeste idole et les désastres qui en résultent pour l'âme, **je t'aime pour ta liberté**, je t'aime, et souhaiterais vivre dans ton sein, jusqu'au jour où Dieu accorderait à l'Orient cette liberté sublime dont il t'a si généreusement comblée ! »

Docteur Dahesh
(*Mémoires d'un Dinar*, 1946)

Le Colonialisme, La Grande Guerre et ses Conséquences sociales mondiales

À L'ISSUE de la Première Guerre mondiale, nous dit Paul Kennedy dans sa colossale étude sur « les transformations économiques et les conflits militaires entre 1500 et 2000 », **l'Allemagne perdit son vaste empire colonial** au profit de l'Angleterre, de la France ou de dominions autonomes. De même que **les grands territoires turcs du Proche-Orient** furent transformés en « mandats » anglais et français, supervisés de loin par la nouvelle Société des Nations.

Depuis les années 1890, il allait de soi écrit-il, comme pour rappeler à notre mémoire la surprenante prophétie politique d'Alexis de Tocqueville – dans son traité *De la Démocratie en Amérique* publié en 1835, ce dernier avait en effet prévu la montée des États-Unis et de la Russie par suite du recul des grandes puissances de l'Europe occidentale, – il allait de soi que la scène diplomatique internationale allait être influencée de plus en

plus nettement, voire même entièrement dominée, par trois puissances occidentales en pleine ascension :

l'Allemagne, la Russie et les États-Unis.

Or la première avait été indiscutablement battue par les Alliés, et, amputée d'une large partie de son territoire, l'anarchie (« la mère des Césars » selon le mot célèbre de Bainville) s'en disputait l'épave. La seconde de ces trois puissances mondiales se débattait encore dans les affres de la Révolution bolchevique. Et enfin la troisième, même si elle s'était déjà imposée comme la nation la plus puissante des temps modernes, elle avait brusquement décidé de quitter le centre de la scène diplomatique. En conséquence de quoi, conclut Kennedy, **pendant les années vingt, et même au-delà, la politique internationale continuera à orbiter autour de deux foyers rivaux :**

la Grande-Bretagne et la France.

Dans sa peur panique du spectre militaire allemand, après le rejet du Traité de Versailles par le Sénat américain, la France de Clemenceau et de Poincaré, de même que Millerand quand il fut chef du Conseil, s'efforce alors de consolider ses liens avec les nouveaux États voisins. C'est la série des accords de paix et des alliances militaires et économiques des années vingt conclus entre la Troisième République et la Belgique (1920) ; puis avec la Pologne (1921), la Tchécoslovaquie (1924), ainsi qu'avec la Roumanie et la Yougoslavie (1926, 1927).

Enfin, nous rappelle Paul Kennedy, « une pléthore d'États accepte solennellement de ne plus recourir à la solution des armes pour régler de futurs conflits ». C'est le

fameux **Pacte de Paris**, dit également le Pacte de Briand-Kellogg¹. Il fut signé à Paris en août 1928 par soixante nations occidentales, y compris l'URSS et l'Allemagne, et fut à cette occasion, et « pour la première fois dans le monde, enregistré par les Américains sur film et bande sonore ». Désormais, proclamaient les signataires du pacte au nom de leurs pays respectifs, « **le recours à la guerre est hors la loi** », et toute guerre, petite ou grande, même dans un cas de légitime défense, est considérée comme un crime de lèse-société. Enfin que tout État contrevenant devrait répondre de ses délits d'agression devant le Tribunal des Nations. Sous l'égide des puissances victorieuses, notamment la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis, auxquels s'est associé un agglomérat de moyens et petits États, elles condamnaient le recours à la

1. **Pacte de Paris ou Pacte Briand-Kellogg** : « Pacte signé le 27 août 1928, par lequel cinquante-sept pays condamnèrent la guerre “comme instrument de politique nationale”. **Aucune sanction n'étant prévue en cas d'infraction à ce pacte**, il fut illusoire. » (*Le petit Robert*)

Kellogg-Briand Treaty outlaws war : August 27, 1928 : « The United States, France, Great Britain, Germany and 11 other countries signed a treaty in Paris today renouncing the war. The signing ceremony for the Kellogg-Briand Treaty was extremely simple. Speeches were outlawed at the French Foreign Ministry, and most of the diplomats were very upset. **For the first time ever, the pictures and sounds of the treaty ceremony were recorded on film.** More than one diplomat felt that the world would be unfearfully deprived of the oratory. / The treaty grew out of an idea from French Foreign Minister Briand for a French-American non aggression pact. Frank Kellogg, President Coolidge's Secretary of State, suggested that other world powers also sign it. **Americans will be able to see the film of**

guerre pour le règlement des différends internationaux et y renonçaient « en tant qu'instrument de politique nationale dans leurs relations mutuelles ». Le premier article spécifiait : « Les Hautes Parties contractantes reconnaissent solennellement au nom de leurs peuples respectifs que le règlement de tous les différends ou conflits, de quelque nature ou de quelque origine qu'ils puissent être, qui pourront surgir entre elles, ne devra jamais être recherché que par des moyens pacifiques. »

Rarement un pacte aura fait autant de bruit et porté si haut le flambeau de l'espérance. Le monde entier a poussé un grand soupir de soulagement à la naissance de ce **Messie de l'entente** entre les nations.

La scène diplomatique semblait redevenue normale entre les grandes puissances, notamment en Europe où le

the treaty ceremony in about a week. The negative is being rushed back to New York on the liner Ile de France. » (*Chronicle of the 20th Century*, Dorling Kindersley)

Le Pacte Briand-Kellogg, 63 États déclarent la guerre à la guerre, Paris, 27 août 1928 : « Quinze nations, bientôt rejointes par près de cinquante autres, signent à Paris un pacte de renonciation à la guerre, appelé pacte Briand-Kellog, du nom des promoteurs, le ministre des Affaires étrangères et son homologue américain. Condamnant de manière solennelle le “recours à la guerre pour le règlement des différends internationaux”, ce pacte évacue le problème de la légitime défense et reste muet sur les sanctions éventuelles à l'égard des contrevenants. Accueilli avec enthousiasme, il marque l'apogée de la foi en la sécurité collective qui, depuis la conférence de Locarno (16 octobre 1925), domine les relations internationales. » (*Chroniques de l'Humanité*, Éditions Chronique)

droit international avait repris ses droits et régnait à présent en arbitre suprême sous la houlette de la Société des Nations.

Impression trompeuse qui s'estompa bien vite à l'approche de l'orage hitlérien, quand un premier éclair fasciste vint gronder sous le ciel européen ! **Remettant en cause les règlements insatisfaisants de la guerre de Quatorze**, d'un revers de la main, il balaya les clauses territoriales et militaires du Traité de Versailles imposé comme un joug humiliant à l'Allemagne. C'est la nature humaine... du vainqueur et du vaincu ! En effet, **la volonté de domination** qui s'accapare de nous, voire **le besoin de violence et de destruction**, s'avèrent intrinsèques à la nature humaine : **une sorte de nécessité existentielle des nations** ! La montée fulgurante du fascisme en Italie avec Benito Mussolini, dit Il Duce, suivie de peu par l'arrivée du nazisme au pouvoir en Allemagne, ne sont-ils pas là pour nous le rappeler au besoin : tout traité de paix imposé sous forme de joug à la nation vaincue n'est qu'un armistice entre les conflits ! Qu'une nation humiliée et blessée dans son orgueil, ne dépose les armes aux pieds de son vainqueur que dans l'espoir de les reprendre un jour... Que la paix, ainsi que le dit si bien John M. Keynes dans « Les Conséquences économiques de la Paix », **ne doit en aucun cas humilier ni exclure l'adversaire « sous peine de saper l'ordre international »**.

Dix ans avaient suffi pour dissiper en fumée les illusions de ces belligérants et donner raison à Keynes... dont la critique sans concession des vainqueurs de la Première Guerre mondiale fut parmi les plus lucides jamais écrites sur l'œuvre des négociateurs européens de la Conférence de Paris. On aurait sans doute détecté, comme ce brillant

économiste britannique a dû le faire dans ses analyses sur **la crise économique mondiale de 1929**, le « caractère illusoire » de cette impression de paix générale, si seulement l'on avait repensé à la manière dont s'est soudain déchaînée la folie européenne en ce 1^{er} août 1914.

Seulement semaines avant **le double coup de revolver assassin** qui abattit, le 28 juin 1914, dans la ville de Sarajevo, l'archiduc héritier d'Autriche **François Ferdinand et son épouse Sophie Chotek**, qui, en effet, croyait vraiment à la possibilité d'une guerre ? Et d'une telle ampleur planétaire ! Qui s'était un seul moment douté que ces deux balles tirées sur le couple princier par un jeune étudiant serbe de dix-neuf ans, **Gravilo Princip**, avaient déjà condamné à la disparition cinq grands Empires, **provoquant ainsi un bouleversement géopolitique jamais vu dans l'Histoire** ? Ce fut comme la fin d'une ère et le commencement d'une autre. Preuve assez ironique, s'il en fallait, que nos civilisations, non seulement « sont mortelles », comme dit si bien Paul Valéry dans un de ses essais politiques, mais elles reposent en fait sur des bases bien plus fragiles que du cristal. Qui a donc abattu ces géants centenaires de l'époque ? Quel Léviathan, quelle bourrasque, ou quel monstre mythologique ? **Il a suffi de deux petites lucioles des Balkans...**

Il y a là de quoi nous faire réfléchir !

Quatre grands Empires coloniaux s'étaient totalement effondrés pour ne plus jamais se relever de leurs ruines : l'Empire turc-ottoman et son prestigieux Califat ; l'Empire allemand des Hohenzollern ; l'Empire austro-hongrois de la famille des Habsbourg ; et puis enfin le

vaste Empire des Tsars fondé par Pierre le Grand. Et bientôt, fortement touchée et secouée elle aussi, la Grande-Bretagne ne tardera pas à chanceler devant l'ombre démesurée du **Mahatma Gandhi**... Ce clochard à demi-nu, comme le traitait Churchill avec ironie et mépris, et que le Docteur Dahesh appelait « **le Prophète du vingtième siècle** ».

Quant au bilan des pertes en vies humaines, les chiffres vertigineux qu'il a atteints frôlent l'Apocalypse.

Environ **vingt millions de jeunes soldats** allaient abreuver de leur sang les champs de bataille : **tous entre vingt et quarante ans**, français, anglais, russes, italiens, allemands, autrichiens, américains, australiens, canadiens, sénégalais, marocains, turcs et arabes... Un même nombre de combattants reviendront blessés plus ou moins gravement, atrocement défigurés ou handicapés à vie ! Et que dire de **l'épidémie de la grippe espagnole**, laquelle, en l'espace de deux ans seulement (entre 1918 et 1920), allait causer **plus de cinquante millions de pertes civiles supplémentaires à travers le monde** ! Ou encore du génocide arménien et autres atrocités... Si nous ajoutons à ces horreurs les pertes dites indirectes du conflit : à raison de quatre personnes directement touchées par famille de victime militaire ou civile, nous obtenons un chiffre colossal, effrayant d'orphelins et de veuves, de sœurs, de frères ou de maris, de pères et de mères plongés dans toutes sortes de deuils et de malheurs.

Si le bilan des pertes en vies humaines et des destructions militaires fut absolument désastreux, celui des coûts matériels de la boucherie était sans précédent dans l'histoire des conflits. Partout en Europe, en Asie et en Afrique

(le seul pays qui fut totalement épargné par les bombardements était la Grande-Bretagne, où aucune lutte armée n'a eu lieu sur son sol), des centaines de milliers de maisons et de bâtiments civils avaient été détruits ou sévèrement endommagés par les ravages de la Grande Guerre. Et dans les villages et les fermes, dévastés par le feu des mitrailles et la pluie intarissable des obus, les paysans et les agriculteurs n'osaient même plus s'aventurer sur leur terre de peur de sauter sur une mine. Partout (surtout en France qui connut les grandes batailles de la Somme et de Beaumont-Hamel), les champs ont été saccagés par l'artillerie, les bétails abattus, les télégraphes coupés, les routes défoncées, les voies rendues impraticables et les chemins de fer, encombrés de morts, étaient partiellement ou totalement anéantis. Partout les ponts ont été démolis et les villages rasés, brûlés ou vandalisés par un « ennemi » que rien pourtant ne distinguait de « l'ami », de tous ces soldats avec qui on a souvent partagé la gamelle, sinon la couleur de son accoutrement... **Pauvre humanité, où va-t-elle chercher son bonheur ?** Là, dans la boue des tranchées que le temps n'a pas encore totalement cicatrisées, entourés par les rats et l'odeur des cadavres en décomposition, ils avaient tous pourtant ce même regard de moutons apeurés qu'on conduit à la boucherie ; un cœur qui battait au même diapason, un toit, un amour, une famille, une femme et des enfants qui les attendaient... Ajoutant son ombre au tableau, **la crise économique mondiale faisait craindre le pire.** Une crise économique et monétaire qui se doublait d'une crise de chômage sans équivalent.

Pour les peuples optimistes, cependant, la signature de l'armistice le 11 novembre 1918, et la fin définitive des hostilités entre les puissances occidentales, marquaient le début d'une ère nouvelle... **Une nouvelle Europe s'était**

vaguement dessinée sur la table des négociations ! Le vieux système impérial avait éclaté en un essaim de grands, moyens, et petits États nationaux, alors que **deux idéologies nouvelles** catalysaient déjà l'espoir des nations. **L'une promettait aux peuples d'extirper l'impérialisme**, source de toutes les injustices et les inégalités dans le monde. **Tandis que l'autre**, renaissant sur la tombe de ses vieux dieux morts, **jurait d'abattre le capitalisme**, cause de toutes les guerres modernes. En réalité, rien n'avait changé sinon le vocabulaire des nouveaux dirigeants qui, en proie à leurs ambitions et leurs querelles de clochers, jonglaient adroitement avec les sentiments et les vœux des masses pour mieux arriver à leurs fins. Comment assouvir autrement leur soif de domination et de cupidité sans bornes ? Afin de légitimer leur pouvoir et poursuivre leur désir de revanche meurtrière, ils rajeunissaient leur vocabulaire, source de guerres sans fin : « Droit des peuples à disposer enfin d'eux-mêmes », « prolétariat et force ouvrière communiste »... « Identité nationale et droit des minorités », « émancipation des peuples et justice sociale »... « Liberté d'expression religieuse, intellectuelle et politique », « autonomie et indépendance nationales »... « fascisme », « communisme », « marché libre », « protectorat », « tutelle »... Et puis un jour, à la table des négociations des puissances alliées, **on commença à employer le mot, pour le moins équivoque et contradictoire, de « mandat »**, en ce qui touche l'avenir et le destin des peuples arabes, grecs et arméniens vivant dans les anciens territoires occupés par elles de l'Empire ottoman, notamment l'Irak, la Palestine et la Syrie. Tout cela dessiné sur un fond de sable, de mirages et de **pétrole arabe**, devenu, presque du jour au lendemain, **le sang vital de la civilisation industrielle occidentale.**

Porté par un élan né au cours du dix-neuvième siècle, le monde industriel moderne s'était découvert comme une nouvelle passion pour nourrir son imaginaire et tromper les déceptions et les désenchantements d'après-guerre – lesquels seront toujours à la hauteur des espoirs et des attentes de la vie : **le Nationalisme** ! Un terme enchanteur et romantique jeté en pâture aux peuples assoiffés de justice sociale.

Au Moyen-Orient, parallèlement à l'Europe qui enterrait ses vieux Empires, on assistait à un bouillonnement fertile de peuples libérés de la tutelle et du joug ottomans ; Syriens, Libanais, Palestiniens, Irakiens ou Hedjaziens réclamant eux aussi leur part d'autonomie administrative et d'indépendance politique ! À force d'entendre l'Europe chanter la Liberté, l'Égalité et la Fraternité entre les peuples... ils finirent par en rêver. Rêves, craintes et réalités nouvelles, espoirs, euphories, négociations, alliances, pactes, promesses et déceptions... tout se mêlait dans un dangereux désordre administratif qui en accentuait le malaise. Un melting-pot épique de toutes les ethnies et les cultures, les communautés et les races, vivant ensemble, depuis plus de six siècles, comme une seule grande nation sur les anciens territoires ottomans arrachés à l'Empire par les puissances européennes. C'était un creuset bouillonnant de toutes les communautés régionales et locales en jeu, brassant, mêlant dans son sein toutes les forces populaires, les ambitions nationales et les mythologies tribales, monarchiques ou cléricales de ce temps. **Comment réorganiser ces nationalités nouvelles réclamées par les uns et les autres, voire les unes aux dépens des autres ?** Comment surmonter ce nouveau chaos politique et frontalier de l'Europe centrale et dans les Balkans ? Et comment éviter,

surtout en Orient, la tentation d'organiser ces nouveaux États, prêts à naître sur les ruines de l'Empire ottoman disloqué, sur un modèle européen difficilement accepté par une majorité arabe et musulmane ?

Ce sera l'œuvre de **la Conférence de la Paix** qui s'ouvrit en grande pompe à Paris le **18 janvier 1919**.

Encadrées par les représentants de **soixante nations, vingt-sept puissances victorieuses**, alliées et associées, présidées par un **Comité restreint de quatre grandes puissances se réunissent à Paris dans le but de réorganiser le monde**, un monde devenu désormais interdépendant. La France était alors représentée par **Georges Benjamin Clemenceau**, son président du Conseil ; la Grande-Bretagne par le célèbre **David Lloyd George**, son Premier ministre ; l'Italie par leur homologue **Vittorio Emanuele Orlando** ; et les États-Unis par le chef de la Maison Blanche, « l'idéaliste » **Thomas Woodrow Wilson**. Ensemble, ils espéraient résoudre les problèmes frontaliers, sociaux et financiers d'après-guerre qui se posaient à eux. Mais ces grands sauveurs réunis ainsi à la sauvette déchantèrent bien vite une fois passés les premiers discours de la séance inaugurale, tenue à cet effet sous l'œil des caméras dans la salle de l'Horloge du Quai d'Orsay.

Pas un État qui ne déclarait alors caisses vides. Créanciers et débiteurs de cette folle guerre (début de la mondialisation industrielle et économique oblige), se retrouvaient ensemble dans une **impasse financière et économique totale**. À leurs alliés américains qui réclamaient à cor et à cri le remboursement immédiat des dettes du conflit, les Français et les Britanniques, fortement

endettés envers les banquiers et les industriels du Nouveau Monde, répondirent sans faux-fuyants ni détours diplomatiques qu'ils ne pourraient pas les satisfaire avant d'avoir reçu eux-mêmes satisfaction des Allemands. À qui les clauses financières du Traité de Versailles stipulaient, pour la reconstruction et les réparations de guerre le démantèlement de leurs structures, et le versement punitif de sommes fabuleuses... Sommes injustes et déraisonnables : « 269 milliards de Marks Or payables en 42 ans », que bien entendu l'Allemagne, saignée économiquement à blanc par quatre années de guerre, une guerre totale menée sur plusieurs fronts à la fois, n'aurait pu fournir, même avec la meilleure foi du monde ! Ce que Lloyd George lui-même finira par admettre en baissant les bras devant **le rejet du Traité de Versailles par les experts financiers anglais et américains de l'époque**. Et pour cause...

En premier lieu, ses frontières et ses possessions d'outre-mer. **Perte totale de ses colonies en Afrique et dans les îles du Pacifique** (elles seront partagées entre les Français, les Britanniques et les Belges sous mandat de la Société des Nations), **le retour de l'Alsace et de la Lorraine à la France**, occupation d'une partie de ses territoires dans la métropole et **exploitation par les Alliés de ses ressources minières**. En second lieu, dépeçage de l'Empire austro-hongrois (ce qui ne pouvait que nuire à l'Allemagne et accentuer son isolement face à la menace communiste). En même temps, **démilitarisation quasi totale de ses forces armées de terre et de mer**, chômage inéluctable de ses troupes (l'Armée allemande sera limitée à un effectif de 100 000 hommes et le service militaire aboli), **ses officiers et soldats licenciés courant les villes à la recherche d'un pain** ; enfin, et non des moindres dangers, la révolte populaire qui allait apporter son eau au

moulin du communisme bolchevique : l'Allemagne, ainsi vaincue et terrassée, prévenaient-ils le Conseil des Quatre, allait être encore plus dangereuse que jamais !

On acculait en somme l'Armée du Kaiser et ses fiers soldats à cet état d'esprit dangereux qui humilie le puissant jusqu'à la révolte suicidaire. Ce qui d'ailleurs, s'il faut en croire certains **analystes du Traité de Versailles** qui prévoyaient le pire en jugeant ses **clauses inexécutables**, aida la montée fulgurante du nazisme en Allemagne. En fait, diront-ils après un retour sur la Conférence et ses conséquences à terme, avec toute son intelligence à vouloir annihiler la menace allemande qui pesait alors sur l'Europe, « le Père la Victoire » (surnom de Clemenceau qui présida la Conférence de la Paix) n'a fait qu'être **le père imprévu de la renaissance militaire allemande des années trente** : moins de quinze ans plus tard !

« On ne met pas en ligne des millions d'hommes sans que, dans toute l'Europe, les traces n'en soient profondément ressenties sur plusieurs générations », a écrit à ce propos Pierre Miquel dans *La Grande Guerre*. Un autre extrait, autrement plus significatif de la situation catastrophique d'après-guerre, tiré du discours même de Jean Parmentier, alors ministre français des Finances, nous fera sans doute mieux comprendre **l'ampleur du désastre mondial**, et dans quelle situation économique dangereuse se trouvait alors le Vieux Continent. Notamment la France et la Grande-Bretagne, toutes deux **lourdement endettées envers les États-Unis**. En effet, le déficit mondial des Trésors publics était d'une taille telle à provoquer sur les marchés économiques mondiaux **un séisme d'une rare intensité géopolitique** ; et dont, certes, le nouveau siècle continue à subir sans relâche les effets pandoriens. « On

ne peut nullement mettre en doute le désir du Gouvernement français de faire honneur à sa signature envers ses créanciers », déclara en substance Parmentier, essayant en vain de calmer ses créanciers américains. Ajoutant alors cette **vérité lourde de menaces** :

« Il [le Gouvernement français] estime cependant que tant qu'une situation financière normale ne s'est pas rétablie en France, le fait d'entreprendre actuellement le remboursement de nos dettes aurait comme résultat de mettre en péril la vie économique du pays.

Des paiements semblables impliqueraient en effet l'exportation de sommes importantes, et provoqueraient inéluctablement une **grave dépréciation du franc**. Ce qui, dans les circonstances actuelles, prendrait le sens d'une **catastrophe financière et économique**, et entraînerait d'**inévitables répercussions sur la situation générale du monde !** »

Cette fâcheuse et explicite parenthèse de Parmentier sur les Trésors publics nationaux d'après-guerre, souligne assez nettement que **c'était bien une France victorieuse, certes ! Mais une France financièrement ruinée, trop lourdement endettée** – disloquée économiquement par sa « victoire à la Pyrrhus » – qui allait prendre en charge son mandat sur la Syrie et le Liban en conséquence du Traité de Versailles (signé entre les Alliés et l'Allemagne le 28 juin 1919 dans la galerie des Glaces), dans le cadre de ce qu'elle nommait à l'époque : « sa mission civilisatrice en Orient ».

Il en allait de même de l'Angleterre, durement touchée elle aussi, obérée par ses dettes et au bord de la

faillite financière, vis-à-vis de l'Égypte qu'elle tenait sous son protectorat depuis 1914, et de ses rapports avec la Palestine occupée, la Transjordanie et l'Irak dont elle aura mandat après la Conférence de San Remo*.

De son côté, le vieil Empire ottoman s'était disloqué pour laisser place à un pullulement de frontières neuves, au sens occidental et étatique du terme. Une notion alors tout à fait nouvelle pour les communautés et les peuples arabes ou autres comme les Arméniens et les Kurdes de la région – notamment ceux des provinces sémitiques détachées de l'ancienne souveraineté turque. Et ainsi donc naquit officiellement, par un texte adopté le 30 janvier 1919 par le Conseil des Dix, **le système tartuffe et fallacieux des mandats** quand, à l'aurore des années vingt, les Alliés décidèrent ensemble **le partage des anciennes colonies allemandes et le démembrement définitif de l'Empire turc** : « cet homme malade de l'Europe ! » Un système fantoche sans définition ni frontières fixes, institué par la Société des Nations au lendemain de la Première Guerre mondiale, et qui, en réalité, n'a servi qu'à **rétablir et à prolonger le vieux système colonial sous un autre nom**, maniant avec souplesse l'impérialisme et la douceur auguste des anciens colons. Il prétendait offrir aux nations non développées un mariage de droits, d'intérêts et de devoirs mutuels librement consentis entre deux peuples amis, vivant désormais en symbiose pour la sauvegarde et le profit des deux nations : deux races étrangères devenues par alliance et consentement bilatéral « une même entité nationale et administrative pour le bien réciproque des

* Voir Chronologie page 222 / 25 avril 1920 : Conférence de San Remo, et page 223 / 26 avril 1920.

deux États », disaient alors les textes officiels publiés par le Conseil suprême de la Ligue des Nations. La plus puissante, qui en assumait la tutelle et l'éducation politique au nom de la Société, y **promettait la protection des droits, l'autonomie et l'indépendance sociale et politique de la plus faible**, le respect absolu de ses forces temporelles et des richesses productives tant de son peuple que de son sol. Et puis surtout **la liberté constitutionnelle et la démocratie institutionnelle** : ces beaux lendemains qui chantent à l'ombre des vergers ensoleillés de la démocratie libérale et de la paix universelle enfin retrouvée...

Vœux pieux ! Sans expérience politique ni aucune formation administrative directe, comment ces peuples d'Orient pouvaient-ils ainsi, du jour au lendemain, même avec l'aide d'une grande puissance, combler le grand vide causé par la chute des anciennes structures impériales ? Auront-ils jamais une véritable indépendance, la liberté de choisir leur politique, leurs dirigeants, leur langue officielle, leurs lois, leur Constitution ? Ou même seulement leur mandataire qui exerçait alors sur eux, en tout ce qui concerne la politique intérieure et extérieure du pays, leurs finances par exemple, leurs écoles, leur éducation, leur monnaie et leurs économies, **un pouvoir quasi absolu de proconsul romain** ? Le texte du Pacte social des Nations ne spécifiait-il pas dans son article 22 :

« Les vœux de ces communautés doivent être pris d'abord en considération pour leur choix du Mandataire et leur politique intérieure » ?

En attendant ce jour où les poules auront des dents, les Syriens, les Palestiniens et les Juifs sémitiques du Proche-Orient méditerranéen, les Bédouins du Hedjaz et

d'Arabie, les Irakiens et les Iraniens de l'Asie Mineure et de la Perse méridionale, tous ces peuples asservis par les puissances mandataires : Arabes, Grecs, Juifs, Turcs, Arméniens ou Kurdes appartenant à un groupe ethnique originaire des anciennes provinces détachées de l'Empire, étaient gracieusement invités par leurs chefs et conseillers provisoires, lesquels consentaient à tant de sacrifices pour le bien de l'Humanité, à apprendre *La Marseillaise* ou *God save the Queen*.

En réalité, **une lutte farouche pour l'indépendance et l'autonomie nationales** venait de s'engager au Proche-Orient ainsi qu'en Mésopotamie ; une lutte inégale, insidieuse et institutionnelle livrée contre le colonialisme et ses forces d'occupation des terres arabes. **Une sorte de jeu de go politique sans règles fixes**, d'une complexité redoutable surgi entre les vœux des uns et les prétentions archaïques des autres, et qui allait se dérouler entre les nationalistes arabes et les Alliés sur le terrain. **Déjà l'étendard de l'émir Fayçal el-Hâchimi, proclamant au nom de son père Hussein l'unité fondamentale absolue de la Nation arabe**, inquiétait de son ombre épique le Quai d'Orsay. Et bien malgré le sage retrait du fils de Hussein de la ville de Damas, comme nous allons le voir, et sa défaite glorieuse le jour de Mayssaloun (le 24 juillet 1920), Paris réalisa sans tarder que l'Orient musulman n'était pas l'Inde. **On l'enchaîne peut-être, mais on ne le dompte pas !** Il n'a et n'aura qu'un Maître, quel que soit le chef ou la puissance qui le gouverne : **Mahomet**. Il n'accepte qu'une loi, ne reconnaît qu'un droit, quelle que soit la Constitution qu'on lui impose : **le Coran !** L'on comprit surtout que la Résidence des Pins à Beyrouth, où s'était niché le haut-commissaire de France au Levant, alors **le général Henri Gouraud** (à son palmarès plus de

vingt ans de terreur coloniale au Soudan français et au Maroc, ainsi que la capture de ce qu'on peut appeler **l'Oussama Ben Laden des colonies françaises en Afrique : Samory Touré !**) n'était pas de taille à se mesurer avec l'Angleterre et ses ambitions politiques sur le terrain.

Amie traditionnelle des Chrétiens maronites du Levant bien avant le Roi-Soleil, la France allait avoir maille à partir avec le peuple druze, les Sunnites et les Chiïtes pour imposer le Liban indépendant revendiqué par une infime partie des Maronites, alors que l'autre partie, bien plus importante, réclamait son rattachement avec la Syrie de Fayçal. Sans compter les nationalistes syriens qui occupaient Damas, affranchis du joug ottoman d'une main, et de l'autre, asservis au nom du mandat. Et à qui, en attendant « leur maturité sociale et politique », le haut-commissaire demandait de ne pas briser « les entraves nécessaires du mandat ». C'était finalement les mêmes anciennes chaînes du colonialisme qu'on imposait aux peuples arabes, indisciplinés certes, mais si confiants, chaleureux et accueillants du Proche et du Moyen-Orient. « Autant alors rester sous la domination ottomane, » se disaient déjà certains extrémistes chérifiens, prêts à suivre l'exemple du général Mustapha Kemal en Turquie : « **Mieux vaut un despote national qu'un libérateur étranger.** » Et beaucoup de nostalgiques déjà, commençaient comme à regretter un peu leurs anciens Sultans.

Maintenus perfidement dans le carcan de la division communautaire, les peuples arabes eurent en effet du mal à croire, comme n'a pas manqué de le répéter une littérature diluvienne, que c'était par pur « humanisme social » envers les Orientaux et les autres peuples de la région que

l'Europe victorieuse avait, après l'avoir vaincu, dépossédé l'Empire ottoman de ses vastes et riches provinces naturelles. L'Europe victorieuse... qui arrivait avec ses ambitions, ses rivalités et ses querelles après six siècles de domination turque, se déchirant becs et serres sur ses dépouilles et ses colonies « pour le bien-être et le développement » de ces peuples dans sa « mission sacrée de civilisation ». Hélas ! oui, nous enseigne un peu tardivement l'histoire du colonialisme, le peu de bien que tente de faire une **civilisation imprudente**, coûte au moins deux choses aux populations qui en profitent provisoirement, si elles en profitent : **leur liberté et leur confiance en tout tribunal étranger** ! Le fracas des canons et l'argument du fusil n'ont jamais suffi à imposer une idéologie sociale, surtout pas en Orient ! Il a toujours fallu quelque chose d'autre avec « le panache et le glaive du conquérant » pour gagner la confiance de l'Arabe : un idéal, une nostalgie... Ce je ne sais quoi capable d'inspirer l'espoir, l'enthousiasme et l'amour des foules à qui l'on prétend offrir ses richesses et son idéologie. **Probablement la vraie démocratie, tout simplement** ! Celle d'un Jefferson, d'un Wilson ou d'un Fayçal par exemple, ces modèles fondateurs de nos religions politiques qui croient en **l'égalité des droits pour tous les peuples et les nations de la Terre**. Et non celle qui traîne les pieds dans l'encre des négociations et se contente de mots et de promesses qu'elle ne tient jamais.

Telles étaient, tracées à grands traits, les conditions géopolitiques, sociales et économiques au début du XX^e siècle, alors qu'en Europe centrale et au Proche-Orient on assistait à l'émergence d'une foule d'États nouveaux et invivables. Tandis que la Grande-Bretagne menait sous Lloyd George une politique complexe et active en Syrie et

en Mésopotamie afin de s'assurer la double route terrestre et maritime de l'Inde ; le Gouvernement français, tenu d'une main de fer par Clemenceau, lui, s'activait d'une part à paralyser toute résurgence future de l'Allemagne. (En fait, il voulait l'humilier par pur esprit de revanche et de vengeance personnelle.) Et de l'autre, insuffisamment informé ou maladroitement conseillé par Robert de Caix et Philippe Berthelot, à gagner la sympathie des peuples de l'Orient, chrétiens et musulmans, et à renforcer sa présence militaire dans les anciennes provinces détachées de l'Empire du sultan de Constantinople. Toujours est-il que, de l'influence et de l'antagonisme de ces deux foyers d'intérêts coloniaux, tant en Europe qu'au Proche et au Moyen-Orient, allait dépendre désormais, comme on va le voir, le sort de tous les peuples arabes de la région.

*

Le Partage de la Syrie

LE LIBAN actuel (né en 1920 du démembrement de l'Empire ottoman par les Alliés), n'était alors qu'un petit littoral méditerranéen entouré de montagnes : le Mont-Liban, où **plusieurs communautés religieuses, venues à l'origine chercher refuge dans ses rochers**, vivaient en guerre froide sillonnée de conflits sanglants. Notamment **les Druzes et les Maronites** ! Frères d'infortune dans la misère des minorités persécutées pour leur croyance, au lieu d'unir leur avenir, leurs richesses et leurs malheurs, **ils se déchiraient en des luttes sanglantes pour le bon plaisir de leur despote commun : le Sultan...**

Beyrouth, Tyr, Byblos ou Sidon, Tripoli, la plaine de la Bekka ou Akkar, formaient alors des cantons autonomes et des cités entièrement détachés de l'État qu'ils devaient créer sous le mandat français. Géographiquement et historiquement parlant, toutes ces vastes et riches régions de la Méditerranée orientale, de Petra à Alexandrette, de

Beyrouth aux rives orientales de l'Euphrate méridional, le Mont-Liban y compris, portaient alors le nom régional de « Syrie », et avaient été administrées, depuis l'antiquité poussiéreuse, par les envahisseurs et les conquérants venus des quatre coins de la civilisation.

Là vivait une ruche de communautés arabes et sémitiques issues d'Abraham, le père commun de ces peuples d'après l'histoire de la Bible et du Coran – Juifs, Chrétiens, Musulmans et Druzes – divisées en une trentaine de sectes de souches ethniques et d'obédiences liturgiques différentes. Des communautés cousines ou même sœurs, ayant toujours eu en commun la culture et les coutumes, le sang et la langue, les traditions et l'histoire. Décrire en détail ou résumer le parcours religieux de ces communautés, leur naissance, leurs oppositions et leurs luttes, explorer leurs liens et leurs similitudes, condenser en un tableau généalogique les vastes ramifications et les séparations doctrinales qu'elles subirent au long des siècles, relève sans doute de l'impossible...

Une vie suffirait à peine ! Nous nous contenterons ici de quelques grands traits, propres à nous éclairer sur les enjeux géopolitiques majeurs de la région.

Les Musulmans

Au Liban et dans le monde aujourd'hui

Leur communauté était, comme ailleurs dans le reste du monde arabe, divisée en trois sectes majeures : **les Sunnites, les Chiites et les Druzes** ! Tripoli, Beyrouth ou Sidon par exemple, grands centres culturels et commerçants de maintes provinces environnantes, étaient à l'époque dont je parle, entre les mains des riches familles et commerçants sunnites, et formaient politiquement trois corps administratifs totalement autonomes. Leur structure sociale et politique dépendait, selon l'envahisseur du moment, d'un prince régional désigné par celui-ci, sorte de vice-roi ou de gouverneur local nommé « hakem » ou « wali » au temps des Turcs ottomans. Et, régionalement parlant, ces grands centres urbains faisaient partie intégrante de la Syrie à l'instar de deux cantons français dans une Europe unie, où l'Europe serait à la France ce que la Turquie impériale était alors à la Syrie.

À titre d'exemple qui confirme l'opinion générale que **Beyrouth était « la fille de la Syrie »**, la célèbre Université Américaine de Beyrouth, fondée en 1866 par des missionnaires protestants américains, a porté jusqu'en 1920, date de la constitution de l'État libanais, le nom de « **Collège Protestant de Syrie** ». Si, par ailleurs, Akkar et la plaine de la Bekka étaient peuplés de groupes denses de Chiites, il s'y mêlait de larges communautés chrétiennes d'obédience syriaque, melchite ou protestante, des Grecs orthodoxes ou catholiques, etc. Mais en règle générale,

exception faite de quelques villages et cantons éparpillés dans la plaine et au long de son littoral : **la région libanaise** (l'ensemble des futurs et actuels cantons libanais) **était plutôt musulmane que chrétienne**¹.

Il est bon de rappeler aussi que Sunnites et Chiites forment actuellement le **1/5 de la population mondiale**. Rien ne les distingue entre eux comme Musulmans – ils ont même Dieu, même Prophète et même Coran. Une chose les sépare cependant – d'importance capitale : **le pouvoir temporel !** Pour les premiers, neuf fois plus nombreux que leurs frères chiites, le successeur du Prophète (ou pour mieux dire le « Calife », de l'arabe *Khalifa* : la plus haute autorité spirituelle de l'Islam) doit être élu pour ses vertus sociales et politiques, autant que pour ses qualités humaines. De leur côté, **le chef spirituel des Chiites doit être du sang direct de Ali ben Abi Taleb**, le quatrième Calife musulman. Il était un des proches disciples du Prophète Mouhammad et un des premiers convertis à l'Islam ; Ali était à la fois **son cousin germain et son fils adoptif**, mais aussi **son gendre** par sa « fille préférée » Fatima, que Mouhammad avait eue de sa première femme Khadija. Personne ne pouvait être mieux

1. Le Liban des années vingt est un pays qui appartenait beaucoup plus aux Musulmans qu'aux Chrétiens. Ces derniers n'ont réussi à usurper la première souveraineté politique que grâce à la bonté des Musulmans et aux manigances des Français qui avaient intérêt à donner ce pays aux Maronites, leurs protégés traditionnels. Les Musulmans d'Orient n'ont jamais été intolérants, et encore moins les Turcs ottomans, la preuve en est là ! les Juifs d'Europe et de Russie fuyaient leur pays d'origine, où ils étaient maltraités, pour venir adorer librement leur Dieu en Palestine.

placé que le « divin Ali » pour prétendre au Califat, que pour une raison ou une autre lui contestait alors **Aïcha, la veuve du Prophète**. Cette opposition entre les futurs Sunnites (partisans de la femme du Prophète) et ceux qu'on appellera par la suite « les Chiïtes » (du mot schisme), tourna à la guerre après la désignation de Ali comme Calife de l'islam. Ils finirent par s'affronter près de Bassorah en Irak, en 656, dans une célèbre bataille dite du « Chameau », ainsi nommée parce que le moment le plus acharné de la lutte s'était déroulé autour du chameau qui transportait la litière de Aïcha.

Voilà ce qui les sépare, ou plutôt ce qui les distingue.

Saoudiens, Turcs ou Koweïtiens, de même que les Syriens et les Égyptiens sont à forte majorité sunnite. Quant à la secte chiïte proprement dite de Ali (elle-même divisée en plusieurs castes aujourd'hui), elle vit actuellement surtout en Iran, en Inde ou au Pakistan, mais aussi en Afghanistan, de même qu'en Irak et au Sud-Liban.

Reste à insister aussi sur le fait que **si tous les Arabes ne sont pas musulmans, tous les Musulmans ne sont pas des Arabes**. En effet, l'islam est aujourd'hui **l'une des plus importantes religions du globe**, sinon la plus importante en nombre (plus d'un milliard trois cent millions de Musulmans selon les dernières estimations). Il couvre les cinq continents, embrasse toutes les ethnies, englobe toutes les races et nationalités et a, de nos jours, ses dignitaires et ses représentants officiels dans tous les gouvernements du monde. Disons-nous qu'il y a dans le monde un Musulman pour chaque Chinois. Enfin, notons que **des millions en Chine ont déjà embrassé l'islam** : plus de 30 millions de Chinois qui confessent la foi

islamique ont remplacé Confucius par Mahomet. Sans doute cela ne représente-t-il qu'une « île perdue au fond de l'océan ». À peine une nichée dans la balance démographique chinoise, certes ! Mais dont le nombre, partout en expansion continue, ne peuple pas moins déjà un pays deux fois grand comme la Suisse (qui ne compte que 7 millions d'habitants) et la Belgique (10 millions d'habitants) réunies. En outre, **en France**, où l'Islam est devenu en quelques années d'assimilation et d'intégration marocaine et algérienne, la deuxième religion du pays, **plus de 12 % de la population française atteste** aujourd'hui, par retour du courrier colonial, **les principes prêchés par Mahomet** ! Et c'est là peut-être, si je puis me permettre ici cette note personnelle sur l'évolution des croyances dans le monde, particulièrement en Europe où, par **peur d'être submergée par l'Orient musulman** et de perdre sa nature essentielle, les peuples retournent à l'intégrisme isolationniste et communautaire tout en tendant à une sorte d'unité politique et économique qui n'arrive pas à assimiler ses différences culturelles et doctrinales qui en font la vraie force, que **la Civilisation musulmane évoluera vers son meilleur elle-même**, et le plus positivement possible. Là, en Europe, aussi bien qu'en Amérique, que l'Islam sunnite et chiite, exploité par son Clergé comme l'était le Christianisme au temps de l'Inquisition, reprendra son vrai visage libéral et humain, **au sein de cet Occident judéo-chrétien dont il admire les valeurs et la liberté.**

Dans l'Islam le droit religieux prime le droit humain et civil. En effet, l'une des particularités fondamentales de l'Islam, comme au sein de la religion juive d'ailleurs, mais alors de façon bien plus marquée que dans le Judaïsme, est que les affaires temporelles et spirituelles, la politique, la

vie sociale et familiale sont fortement unies à la religion. Elles s'épousent, se confondent et ne font qu'un en droit musulman ! En d'autres termes, le Clergé musulman a la main haute sur toutes les affaires privées, publiques ou purement personnelles de ses fidèles : ce qui bien souvent a créé, et risque à tout moment de réveiller des frictions sanglantes entre les grands imams et les libéraux syriens, saoudiens ou autres qui tentent de réformer ou de laïciser l'Islam, ou bien entre les prétendants eux-mêmes à cette autorité religieuse. Ce fait a bien souvent créé, que ce soit en Égypte, en Syrie, en Arabie Séoudite ou ailleurs dans le monde musulman, des guerres sans fin entre les imams traditionalistes, réformateurs ou autres prétendants au parrainage islamique (la liste est intarissable), qui ont tenté de préserver ou réformer l'Islam selon leurs propres visions et convictions, et ceci pour garder la main haute sur la destinée de leurs fidèles. Ainsi, à titre d'exemple, ce qui s'est passé pendant la révolte des Arabes, dirigée en pleine guerre mondiale par le chérif Hussein de la Mecque contre le Calife de l'Islam et plus tard, les réformes religieuses et sociales entreprises par Mustafa Kemal en Turquie...

Cette particularité théocratique qui distingue l'Islam radical effrayait à juste titre les Maronites du Mont-Liban, cette autre « île isolée » du Proche-Orient – la seule d'ailleurs dans le monde arabe ou ailleurs, contrairement aux Musulmans de Chine dont la religion, minoritaire en Extrême-Orient, surpasse en nombre toutes celles du globe. Forts de leurs anciens liens culturels, diplomatiques et commerciaux avec l'Occident (« Nous ne sommes pas des Arabes, mais des Phéniciens ! » se rebiffent encore de nos jours certains Maronites, comme si c'est une grosse injure), les notables et les grands seigneurs du fief maronite craignaient, arguaient-ils dans un mémoire

présenté à la Conférence de la Paix en 1919 (nous y reviendrons), de voir leur canton autonome « arabisé » par un éventuel gouvernement syrien, ou alors « islamisé » par un gouvernement arabe à forte majorité musulmane.

Aux yeux de quelques penseurs maronites, et autres occidentalistes chrétiens d'Orient (parmi eux le théoricien Michel Chiha), qui se considèrent à tort non Arabes mais plutôt des Phéniciens : Arabe et Musulman ne font qu'un, au sens le plus péjoratif de ces deux termes ! Depuis le passage des Croisés en Orient, de solides liens culturels et politiques les rattachent, en effet, aux Européens, et plus particulièrement à la France catholique ; d'où peut-être, peut-on doublement ironiser, cette tendance chez le peuple maronite d'Orient à « féodaliser » le pouvoir politique, alors que les Musulmans sunnites et chiites ont, de leur côté, la fâcheuse habitude de le « théocratiser ».

Quoi qu'il en soit de cette boutade locale, la nostalgie socioculturelle de ce peuple (principal opposant à toute forme d'intégration dans un État arabe ou musulman) s'était accrue au long des siècles de trois sources principales. Tout d'abord le passage des Croisés en Orient. Les Maronites devinrent en quelque sorte comme les collaborateurs de ces derniers. En second lieu, l'influence de Louis XIV qui cultiva leurs affinités françaises en leur ouvrant généreusement sa bourse et ses écoles. Enfin, depuis l'expédition militaire de Napoléon III qui mit fin au massacre de leur secte par les Druzes, plaçant depuis le Mont-Liban sous une protection internationale vis-à-vis de la Sublime Porte¹, la France est considérée par les

1. Siège du Gouvernement ottoman à Istanbul.

Maronites comme la « Mère protectrice » de leur fief... minorité catholique qui pousse « telle une rose au milieu des ronces » de l'Orient islamique, selon un certain pape ! Ainsi, allant parfois jusqu'à oublier ou nier leur origine sémitique, **les Chrétiens maronites du Liban se considèrent-ils plutôt comme des Phéniciens**, voire un peu même comme de vrais Occidentaux, alors que les Croisés sont morts de leur fanatisme depuis longtemps et que la Phénicie dont les Maronites se disent les héritiers n'est plus qu'une légende. **Une de ces légendes dorées à laquelle**, comme toutes celles de l'histoire d'un peuple, **on peut faire dire tout et n'importe quoi**. Et puis enfin la France est la France, et le Liban est le Liban ! Un monde de pensées et de valeurs socioculturelles les sépare... des lois, une constitution à laquelle la République française tient plus que tout. Tandis qu'elle n'est que lettre morte aux yeux des Libanais, ou tout au plus accessoire ! Enfin cette laïcité bénie dont l'une s'est fait une religion, qui sans se proclamer d'aucune en particulier, bien qu'elle soit chrétienne au fond, assure et maintient l'unité des croyances au sein de la diversité. Alors que chez nous au Liban, nos dirigeants s'accrochent toujours becs et ongles à ce « mal de tous les maux » : le confessionnalisme ! Tout cela pour dire que l'esprit ethnique est moins une question de langue que de caractère, et l'identité sociale est moins une question de race qu'une mise en pratique des principes dont on se réclame. S'il suffisait de baragouiner un peu de latin pour devenir Romain... ou pis encore, se prendre pour César et s'accorder tous les droits.

Enfin, et certains parmi nous en Orient l'oublient trop souvent : **la France républicaine ne vit plus au Moyen Âge**, bien qu'elle penche parfois de ce côté avec cette ridicule question d'écharpe islamique. Or, quand on se

réclame d'un modèle social choisi, on s'efforce tout d'abord d'imiter ses qualités culturelles et politiques, et non point ses défauts d'antan ! Comme dit Molière : « Quand sur une personne on prétend se régler, c'est par les beaux côtés qu'il faut lui ressembler... » Puis surtout les Orientaux bien éclairés, tels Gibran Khalil Gibran, le poète libanais Halim Dammous, le nationaliste égyptien Saad Zaghlûl ou bien encore l'émir Fayçal d'Arabie, pour ne citer que ces grandes figures historiques de l'époque coloniale qui nous concerne, voient mal la différence entre un bon esprit occidental et un bon esprit arabe. **Ils se considèrent tous frères en humanité...** Que celui-ci soit Juif, Chrétien ou Musulman, Français, Anglais, Russe, Allemand, Chinois, Égyptien, Syrien, Algérien ou Tunisien ! Quelles que soient leurs différences ou leurs oppositions, leur religion et la couleur de leur peau, ils pensent, comme disait si bien Savinien Cyrano de Bergerac, l'auteur du XVII^e siècle (le vrai Cyrano dont s'est inspiré Rostand !) « **qu'un honnête homme n'est ni Français, ni Allemand, ni Espagnol, il est Citoyen du monde et sa patrie est partout !** »

Les Druzes du Liban et de Syrie

Ils sont considérés par beaucoup comme des Musulmans hérétiques, des « Musulmans non musulmans ». En réalité, personne ne le sait vraiment, leur religion étant l'une des plus secrètes de la Terre... et seuls quelques initiés, dit-on, ont le droit de parcourir leurs textes sacrés, de nature ésotérique.

Leur secte a pris naissance au cœur de la Haute Égypte, au XI^e siècle, et, tout comme les Maronites quatre siècles plus tôt, afin de fuir l'injustice et l'oppression dont elle était victime, elle vint chercher refuge dans les rochers isolés des vallées et les déchirures solitaires du Mont-Liban.

« Des hommes de terre et de montagne, les yeux bleus... **ils croient dur comme fer à la réincarnation et à la métempsycose.** Rien n'égale leur hospitalité coutumière que leur férocité dans la guerre », ainsi les décrit un observateur. Seule une petite élite de vieillards, qu'on appelle les « Sages initiés », a accès aux textes religieux de la secte. Leur doctrine, probablement issue du Chiisme ismaélien des Califes fatimides, n'est révélée aux fidèles qu'après divers degrés d'initiation. « Persécutés en Égypte où commence leur mystérieuse histoire, ils vinrent se réfugier en Syrie : là ils durent non moins défendre leur indépendance d'abord contre les Croisés, puis contre les Turcs ottomans. »

À l'issue de leur **premier conflit sanglant avec les Maronites**, et leurs massacres réciproques **en 1840**, le **Mont-Liban fut partagé en deux secteurs autonomes**, dont les Druzes prirent le Sud et les Maronites le Nord. Vingt ans plus tard, en 1860, ce fut la terrible guerre civile entre ces futurs citoyens libanais :

« En moins de quatre semaines, **10.000 Chrétiens maronites tombèrent victimes de massacres barbares**. Pour arrêter la boucherie, les troupes de Napoléon III pénétrèrent dans la Montagne et **imposèrent à la Sublime Porte un régime administratif maronite sur les deux secteurs**.¹ »

Depuis cet accord, dit « le Protocole de 1864 », lequel fut sanctionné par les grandes puissances de l'époque, **le gouverneur du Mont-Liban** (ou *moutassarif* comme on le nommait) **devait être obligatoirement un Chrétien**, non de la Montagne, mais un sujet ottoman désigné par le Sultan en personne et relevant directement de son autorité. De ce fait, bien que nommé par le Grand Vizir de l'Empire, le Conseil administratif comportait **une majorité chrétienne** : sept sièges pour les Chrétiens (dont quatre pour les Maronites), et cinq sièges pour les trois communautés musulmanes (dont trois pour les Druzes).

Le confessionnalisme, érigé plus tard en système au Liban, **remonte en quelque sorte à cette date**, ou pour mieux dire, **au Protocole de 1864**.

1. Selon certains chiffres, les massacres horribles de 1860 auraient coûté aux Maronites plus de quinze mille morts et deux fois plus de réfugiés.

À la Première Guerre mondiale, le Gouvernement ottoman ravala la Montagne sous sa totale dépendance par un décret militaire de Djamal Pacha, commandant en chef de la IV^e armée ottomane en Syrie. Favorisant à nouveau les Maronites, la présence des troupes d'occupation françaises au Proche-Orient ne pouvait que susciter le mécontentement des Druzes. Devenus citoyens libanais, ces derniers luttèrent âprement pour leur indépendance politique sous le mandat (1925-1926).

De toutes les communautés qui devaient alors composer le nouveau et actuel Liban, aucune d'elles, en effet, ne jouissait de la majorité démocratique. Afin que cela lui fût possible de donner la magistrature suprême à ses protégés, habilement **la France de Gouraud fusionna les régions de telle sorte que les communautés chrétiennes du Pays du Cèdre** (selon un recensement qui le confirmera en 1932, et auquel personnellement je n'y crois pas beaucoup), **deviennent faiblement majoritaires sur les Musulmans**. Mais géographiquement parlant, le Liban (qui fait tant de remous aujourd'hui) n'a jamais existé tel que nous le connaissons actuellement, ni d'ailleurs la Syrie ou la Palestine... Leurs frontières étaient plutôt urbaines et communales qu'étatiques, variant au cours des siècles selon l'envahisseur et le conquérant qui les gouvernait. Hormis le canton maronite, qui refusait de se considérer comme arabe ou syrien, les grandes cités comme Jérusalem, Damas, Beyrouth, Tyr, Byblos, Alep, Hama, Homs, Zahlé, ainsi que les plaines de la Bekka et de l'Akkar, et même si nous prenons en considération le choix des populations par ordre de communautés, la noire majorité des Musulmans et des Chrétiens non maronites était en faveur d'une Grande-Syrie : « **Souria el-Koubra** ».

En lui-même d'ailleurs, le terme de « Syrie », terme géographiquement assez large et équivoque, n'était qu'une appellation régionale aux dimensions vagues et changeantes. On disait également et indifféremment, et ce jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle, voire même au-delà, Béthanie et Jérusalem « en Syrie » ou « en Palestine ». Tout comme on disait Alep, Damas, Beyrouth, Tyr et Sidon... « en terre de Syrie » ou « en Turquie orientale ».

Pourtant, le Liban actuel, **ce Liban magique tant vanté par la Bible**, chanté par Moïse comme étant au cœur, sinon **le cœur même de la Terre promise à Israël**, né providentiellement de la chute de l'Empire ottoman et du dépeçage de ses provinces orientales : **semble receler un secret biblique ! Comme si ce pays n'a existé que pour un prophète et le temps d'un prophète**. Je veux parler du Docteur Dahesh et du jour où l'enfant Salim âgé encore de six ans – venant alors de Jérusalem où il était né – mit les pieds à Beyrouth pour la première fois, un jour de juillet 1914, alors que la ville de Beyrouth n'était pas encore libanaise.

Tout cela arriva (tel est mon avis et je le donne pour ce qu'il vaut : l'avenir jugera !) **afin que soit textuellement accompli ce qui avait été prédit dans les Saintes Écritures**, quelques milliers d'années plus tôt. Et toi aussi Liban, semblent dire ces prophéties, tu verras la gloire et les miracles du Seigneur... Cet aigle blanc (voir dans la Série Dahesh : *La Caravane*) que Moussa El-Achi, le père de Salim, remarqua ce jour-là à l'entrée du port de Beyrouth, puis le bloc de neige qu'il vit en rêve « se détacher du Mont-Liban, rouler dans la vallée puis ouvrir ses ailes et voler vers la cité de Beyrouth, » semblent trouver leur plus claire explication dans les événements qui

vont suivre : le Mont-Liban, en s'agrandissant, donnera son nom à la ville de Beyrouth et en fera la Capitale.

Car enfin, le Liban proprement dit, qui le cite dans l'Histoire ? Quel géographe, diplomate ou voyageur nous en parle avant l'accord fatidique de San Remo (entériné le 25 avril 1920) et aux termes duquel le Conseil suprême interallié confia à la France un mandat sur la Syrie et le Liban réclamé par les Maronites – qui en fait en faisait partie et ne fut nommément cité qu'à la fin des accords signés entre les grandes puissances – et à la Grande-Bretagne celui sur l'Irak et la Palestine ? Qui le mentionne hormis David et son fils Salomon ? Qui nous en parle si « amoureuxment » ou avec « colère » et parfois même avec je ne sais quel « ressentiment », sinon la Bible ? Contrairement aux autres villes et cantons libanisés par le mandat, Damas fut de tout temps syrienne :

« Les Syriens de Damas vinrent au secours d'Hadadézer, roi de Tsoba, et David battit vingt-deux mille Syriens. »

(La Bible, Samuel : 8, 6)

Mais jamais dans le passé Beyrouth, Tyr ou Byblos ne furent des cités libanaises au sens administratif et politique du terme. Au temps des Croisades ou même si nous remontons bien plus haut, jusqu'au temps des Phéniciens, ces villes souvent rivales quand elles ne se faisaient pas la guerre, étaient restées indépendantes les unes des autres ou avaient été intégrées soit à la province de Syrie soit à celle de la Palestine. Quand, à partir du début du vingtième siècle, voyageurs, diplomates et historiens commencèrent à dire pour la première fois « Liban », c'était encore du Mont-Liban qu'ils parlaient, et non du Liban actuel qui,

contrairement à ce que prétendent les manuels d'histoire officiels du pays, n'a jamais existé avant le morcellement de l'Empire ottoman par les Alliés. Les traités d'Histoire nous disent même qu'aux temps bibliques « la Syrie faisait partie d'un Royaume araméen » qui couvrait l'actuel territoire de la Syrie et du Liban, avant de devenir successivement une « province assyrienne puis babylonienne ». À la prise de Babylone par le roi Cyrus, en 539 avant Jésus-Christ, la Syrie (les anciennes cités phéniciennes de l'actuel Liban y compris) devint une « satrapie perse ». Sous le grand roi Alexandre, celle-ci fut un important centre hellénique... À la mort d'Alexandre le Grand, les Séleucides et les Lagides se disputèrent la possession de la côte méditerranéenne. Ces derniers gouvernèrent à partir de la Cœlé-Syrie (la « Syrie creuse », c'est-à-dire la plaine de la Bekka qui se trouve dans l'actuel Liban), et les Séleucides à partir de la riche métropole syrienne d'Antioche (aujourd'hui en Turquie). C'est le Royaume de ces derniers, celui des Séleucides, qui porta depuis le nom de « **Royaume de Syrie** » et auquel les historiens modernes vont commencer à donner le nom régional de Syrie. Toujours est-il que par la suite, la conquête romaine partagea la région syrienne en provinces latines dont une, la Judée, reçut le nom de « **Syria Palæstina** ».

Commence alors l'ère chrétienne... et toujours pas de Liban dans l'Histoire, et toujours les villes actuellement marquées à son coin depuis le mandat (Beyrouth, Tyr, Byblos, etc.) sont nominalement et géographiquement syriennes, comme pourraient facilement en témoigner les Évangiles qui citent ces villes. Progressivement, la Palestine de Jésus désigna « les terres bibliques de part et d'autre du Jourdain ». Les villes côtières de Beyrouth, Byblos, Tyr et Sidon formaient à cette époque des Cités politiquement détachées de la « Montagne Blanche »

(Mont-Liban), qui n'avait toujours pas encore donné son nom à ces anciennes villes phéniciennes. En fait, l'appellation de « Liban », au sens géographique qu'on lui donne aujourd'hui, délimité par ses frontières actuelles, ne fera son apparition qu'à l'aube du vingtième siècle, quand le général Henri Gouraud fusionna arbitrairement les frontières de ces villes que nous venons de mentionner. La délimitation des frontières du Pays du Cèdre a été l'œuvre du traité de San Remo signé en 1920 entre les grandes puissances, et aux termes duquel la Société des Nations déféra à la France « un mandat sur la Syrie » (qui incluait le Liban), et au Royaume-Uni celui sur la Mésopotamie, la Palestine et la Transjordanie.

En attendant, tous les géographes et les cartographes, l'Histoire et les historiens des temps modernes continueront à mêler ces régions ou à les confondre dans une même réalité géopolitique. Tout comme les indigènes, les diplomates et les ministres européens chargés par la Société des Nations « d'organiser et d'assister ces provinces dans la voie de la civilisation » : on continuera encore longtemps à dire : « Beyrouth en Syrie. »

Or, comme je vais tenter de l'expliquer au fil de ces pages, **il fallait que Beyrouth devienne libanaise...** Et en fait, la France, pour coloniale qu'elle fût, n'en était pas moins l'instrument aveugle du Destin.

*